

**LE COMMENTAIRE D'AUGUSTIN LANDIER ET DAVID THESMAR**

# L'ère du « Jurassic Park » industriel

Le sarkozysme traverse une tempête médiatique. Les deux derniers orages en date, Frédéric Mitterrand et Jean Sarkozy, n'en finissent pas d'occuper les unes des magazines et les dîners en ville. Lorsque l'espace médiatique est saturé par un ou deux gros sujets, l'attention publique devient inexistante sur les autres thèmes, et ce n'est pas sans conséquence sur l'action politique. Par exemple, une étude récente montre que les niveaux d'aides accordés par le gouvernement américain en réponse à des catastrophes naturelles sont nettement moindres lorsque les désastres sont concomitants à des événements sportifs importants : puisque le public regarde ailleurs, les politiques voient moins d'intérêt à mobiliser des moyens.

Or les affaires Frédéric Mitterrand et Jean Sarkozy occultent des passages à l'acte plus inquiétants en politique économique. Sans susciter de véritable résistance, en prenant prétexte de la crise, Nicolas Sarkozy opère peu à peu la fusion du politique et du monde des affaires. Rappelons quelques faits. En faisant savoir mi-septembre qu'il se sentait « assez sceptique et réservé sur le choix d'un quatrième opérateur de téléphonie mobile », le président de la République a laissé entendre qu'il empêcherait l'entreprise Free de casser les prix du mobile. Le geste est doublement choquant. En se posant en arbitre du processus d'enchères organisé par une autorité indépendante, le président sort de son rôle. Mais, surtout, sa sortie affiche une volonté bien étrange de protéger la rente des opérateurs existants, SFR,

Bouygues et Orange. Or la Commission européenne le répète : la France est l'un des pays européens (à vingt-sept !) où le mobile est le moins diffusé et le plus cher. Préserver les immenses profits de ces entreprises, pour certaines connectées au pouvoir actuel, au détriment des consommateurs français les plus pauvres paraît difficile à défendre.

Depuis quelques mois, les nominations de grands patrons et les fusions se décident sans embarras à l'Élysée. Un proche du président est nommé à la tête de la banque Dexia. Le conseiller éco-

nomique de l'Élysée est bombardé à la tête du groupe mutualiste Banque Populaire-Caisse d'Épargne. Fin septembre, l'un des « convives du Fouquet's » devient patron d'EDF tout en demeurant président du conseil d'administration de Veolia et obtient un renforcement des liens capitalistiques entre les deux entreprises. L'ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde dirigera France Télécom en 2011. Là aussi, le mélange des genres est frappant, puisque, le plus souvent, les dossiers télécoms, comme la négociation du paquet télécoms à Bruxelles, relèvent de Bercy. Chacune de ces décisions peut, individuellement, peut-être s'expliquer, mais leur accumulation montre que l'Élysée ne considère pas les conseils d'adminis-

tration comme capable de faire leur job : fusionner les équipes et recruter ou virer le patron. On voit donc se reconstituer un tissu de grosses entreprises connectées à l'État, en mesure d'y négocier directement leurs intérêts. L'État lui-même entend reprendre des participations importantes dans l'économie, via le Fonds stratégique d'investissement. Sans que le pays bronche, l'équipe Sarkozy entreprend la construction d'une sorte de « Jurassic Park » industriel aux normes des années 1970. Une formidable recette

## Nicolas Sarkozy opère peu à peu la fusion du politique et du monde des affaires.

pour la croissance molle. Qui peut défendre le capitalisme contre la logique des intérêts particuliers ? Certainement pas les actionnaires : quand un pays se népotise, les entreprises cherchent toutes l'« homme de réseaux » qui pourra les connecter au pouvoir. De fait, le titre EDF a très bien réagi à l'annonce de l'embauche d'un proche du président. C'est de la politique seule que peut venir la contestation. Or, on voit mal l'opposition engager le combat pour la liberté économique. C'est donc du sein de la majorité que doit venir la résistance.

**Augustin Landier est professeur de finance à l'école d'économie de Toulouse.**  
**David Thesmar est professeur de finance à HEC.**